

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 10/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NANKAI PLYWOOD ROLPIN (NP ROLPIN)**

Usine de Labouheyre  
1964 Rue de la Grande Lande  
40210 Labouheyre

Références : -

Code AIOT : 0005201623

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement NANKAI PLYWOOD ROLPIN (NP ROLPIN) implanté Usine de Labouheyre 1964, rue de la Grande Lande 40210 Labouheyre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NANKAI PLYWOOD ROLPIN (NP ROLPIN)
- Usine de Labouheyre 1964, rue de la Grande Lande 40210 Labouheyre
- Code AIOT : 0005201623
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site NANKAI-PLYWOOD ROLPIN, implanté dans les Landes et appartenant au groupe industriel Nankai (spécialisé notamment dans la fabrication de panneaux bois et le design industriel), exerce une activité de fabrication de contreplaqué en pin maritime destiné principalement aux marchés de l'emballage, de la construction et, plus marginalement, de l'ameublement haut de gamme. L'établissement est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 802 du 13 novembre 2002 et relève du régime de l'enregistrement au titre des rubriques ICPE 2410-1 (travail du bois) et 2661-1b (transformation de polymères, notamment colles et résines).

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2002, article 36.6	Demande d'action corrective	4 mois
2	Moyens de secours contre l'incendie - Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2002, article 37.4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/11/2002, article 37.6	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 07/07/2023, article 8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site NANKAI-PLYWOOD ROLPIN de Labouheyre, réalisée le 25 mars 2026, a porté sur la maîtrise du risque incendie, en particulier les installations électriques, les moyens de défense incendie et l'entretien des abords.

Il ressort de l'inspection que l'exploitant a engagé un travail structuré d'amélioration de ses installations électriques, avec une réduction significative des non-conformités, bien que certaines restent à traiter dans le cadre de l'arrêt technique prévu à l'été 2026.

S'agissant des moyens de défense incendie, deux poteaux incendie sur trois sont fonctionnels, le troisième étant en cours de remise en service. Les moyens de première intervention (RIA et extincteurs) font l'objet d'un suivi et d'actions de maintenance engagées à la suite des contrôles périodiques.

Des demandes complémentaires ont été formulées afin de s'assurer de la levée effective des non-

conformités identifiées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2002, article 36.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité,, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait procéder, le 12 septembre 2025, au contrôle annuel des installations électriques du site. Ce contrôle met en évidence que l'installation peut présenter des risques d'incendie ou d'explosion et identifie plusieurs non-conformités, dont certaines anciennes, en particulier liées à l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités. Le nombre de non-conformités a toutefois fortement diminué, passant d'environ 100 en 2018 à 6 en 2025, traduisant un travail de fond engagé par l'exploitant, appuyé par un programme de modernisation du site et un renouvellement partiel des équipements. Les non-conformités identifiées font l'objet d'un suivi structuré via la GMAO, avec ouverture d'ordres de travail dédiés et priorisation des actions. Certaines ont d'ores et déjà été traitées (notamment sur le poste électrique n° 2), tandis que d'autres sont en cours de traitement. L'exploitant précise que certaines interventions, relevant de travaux électriques structurants, nécessitent un arrêt technique du site et seront réalisées lors du prochain arrêt programmé à l'été 2026. Les travaux de maçonnerie relatifs au poste P5, visant à rétablir le degré coupe-feu du local, sont programmés en semaine 42.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il convient que l'exploitant transmette, à l'issue de l'arrêt technique de l'été 2026, un compte rendu d'activité détaillant les actions réalisées et justifiant de la résorption effective des non-conformités identifiées lors du contrôle Q18.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 2 : Moyens de secours contre l'incendie - Poteaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2002, article 37.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant au moins 3 poteaux d'incendie normalisés d'un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h implantés à l'Est du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement dispose de trois poteaux incendie, dont deux alimentés par forage. Le contrôle annuel réalisé le 28 novembre 2025 par la société Chronofeu atteste du bon fonctionnement de ces deux équipements, avec des débits mesurés respectivement de 115 m<sup>3</sup>/h et 82 m<sup>3</sup>/h. Le troisième poteau, alimenté par le réseau public, a été constaté non fonctionnel. L'exploitant indique s'être rapproché du gestionnaire du réseau d'eau (SYDEC) afin de procéder à sa remise en état. Une intervention a été engagée récemment (remplacement du compteur), avec une remise en service envisagée dans un délai d'environ un mois, compatible avec les délais d'intervention du gestionnaire.</p> <p>Par ailleurs, la défense extérieure contre l'incendie est complétée par la présence d'une réserve incendie de type bâche d'un volume de 420 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dès la remise en service du troisième poteau incendie, il convient que l'exploitant transmette à l'inspection le rapport de vérification justifiant de la conformité de l'équipement, notamment en termes de débit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2002, article 37.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement par une personne qualifiée. Les extincteurs notamment seront vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait procéder, les 17 et 18 décembre 2025, au contrôle annuel des moyens de protection incendie par la société Chronofeu. Ce contrôle a porté sur les RIA et les extincteurs présents sur le site. Il ressort des éléments transmis que plusieurs non-conformités ont été relevées, notamment sur certains RIA (diffuseurs, tuyaux ou organes de commande) ainsi que sur des extincteurs nécessitant remplacement ou recharge.</p> <p>L'exploitant indique que les commandes des éléments en défaut ont été réalisées et que les interventions de maintenance ont été effectuées dans des délais de l'ordre de quelques semaines, permettant une remise en état des équipements à fin avril 2026.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il convient que l'exploitant transmette à l'inspection le rapport d'intervention justifiant de la levée effective des non-conformités identifiées lors de ce contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Débroussaillage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2023, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Obligations légales de débroussaillage – généraliste
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Au sein des espaces exposés et sous réserve des dispositions prévues par arrêté préfectoral en application du code forestier (article L. 133-1 ), le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires (article L. 134-6 du Code forestier) :</p> <p>a) autour des constructions</p> <p>Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature sur une profondeur de 50 m (pouvant être porté jusqu' à 100 mètres par arrêté municipal) ainsi qu' aux voies privées y donnant accès sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de la voie.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les abords de l'installation sont correctement entretenus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite